

Livres

Number 807, March–April 2020

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/92943ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

(2020). Review of [Livres]. *Relations*, (807), 46–48.

Les brutes et la punaise

Les radios-poubelles, la liberté d'expression et le commerce des injures

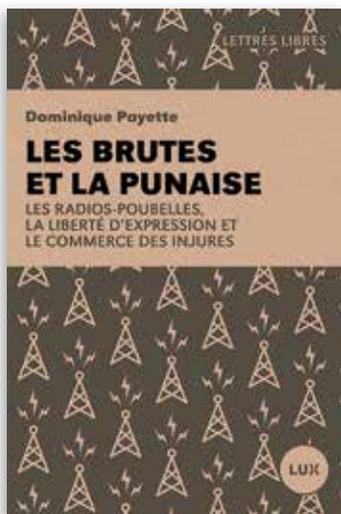
DOMINIQUE PAYETTE
Montréal, Lux, 2019, 152 p.

Malgré le dénigrement dont elle a elle-même fait l'objet au cours des dernières années sur les ondes radiophoniques qu'elle analyse, Dominique Payette, ancienne journaliste et maintenant professeure à l'Université Laval, poursuit dignement dans cet essai son examen critique des « radios-poubelles » de la région de Québec.

D'entrée de jeu, elle montre que durant les années ayant précédé la tuerie à la Grande Mosquée de Québec, en janvier 2017, certains animateurs et commentateurs de ces radios d'opinion ont vivement nourri un discours hostile à l'égard des Arabes et des musulmans, ne s'embarassant pas de rigueur intellectuelle. Si l'auteure admet qu'il est difficile de mesurer l'influence réelle de tels propos sur la population, elle juge néanmoins que ceux-ci « cultivent d'évidence un climat de méfiance et de peur » qui s'accompagne, exemples à l'appui, « d'actes violents et hostiles » recensés dans la ville (p. 34-35). En invitant à considérer ces médias comme des « vecteurs de propagande », elle déplore la friolité du corps politique à les dénoncer.

Partisanes, ces stations privées auraient développé une capacité « à déterminer les programmes politiques de la nation » (p. 54) en exerçant une influence idéologique, notamment lors des campagnes électorales. En plus de s'opposer bruyamment au projet de service rapide par bus (le SRB), plusieurs animateurs auront finalement réussi à faire de l'idée impertinente d'un troisième lien routier entre Québec et Lévis une priorité gouvernementale.

Dominique Payette dénonce la manière avec laquelle ceux-ci s'exercent à « convaincre et conditionner les auditeurs par le truchement des émotions et de l'identification personnelle » (p. 56). Selon elle, ces « radios de confrontation » prennent constamment pour cibles les femmes et les féministes, les environmentalistes, les pauvres, les immigrants et les Autochtones. Certains des propos



exprimés en ondes ont en effet été qualifiés par le Conseil de presse du Québec ou par la Cour suprême du Canada de sexistes, racistes, haineux ou dégradants. Face à ces commentateurs qui ont compris qu'il est moins risqué, juridiquement parlant, de dénigrer des groupes sociaux plutôt que des personnalités, Payette avance que « seuls les pouvoirs conférés à des organismes publics pourront être mobilisés pour assurer que l'usage de la parole dans l'espace public n'entame pas le minimum de rigueur, de décence et de dignité à la base de la liberté et de la démocratie » (p. 85). Elle dénonce du même coup la grande difficulté à établir en ondes une discussion honnête avec ces animateurs.

Dans un contexte de crise des médias, l'ancienne journaliste affirme que le modèle d'affaires de ces radios privées repose principalement sur deux axes, soit « la diminution des coûts de production du contenu et l'offre aux commanditaires d'un auditoire précis, ciblé avec soin » (p. 111-112). Ces entreprises, explique-t-elle, ont malheureusement sacrifié une information d'intérêt public autrement plus rigoureuse, car plus dispendieuse à produire, pour miser plutôt sur la communication d'humeurs et d'opinions qui pourraient rejoindre les intérêts – et les préjugés – des « hommes de 20 à 45 ans résidant en banlieue » (p. 114). Ainsi, ne rechigne-t-on pas à cultiver la colère et le ressentiment de ces hommes représentant une part du marché.

Payette expose enfin le cadre légal canadien en matière de radiodiffusion, nuanciant le concept de *liberté d'expression* et rappelant les responsabilités journalistiques en vigueur. Elle déplore la faible capacité du champ institutionnel en place à réprimander ces radios de façon efficace. Elle met aussi en garde contre des volontés de

déréglementation des communications qui pourraient pousser le Canada sur la même voie que les États-Unis, où l'abolition de la *Fairness Doctrine*, en 1987, a propulsé les *trash radios*, avec les conséquences que l'on sait sur la société américaine. En somme, Payette livre ici un essai court, pertinent et accessible sur un phénomène médiatique dont le potentiel toxique n'est pas à prendre à la légère.

Benoit Rose

La Voie libre-chrétienne

GÉRALD DORÉ
Préface d'André Gounelle
Montréal, Carte Blanche, 2019, 285 p.

Voilà un livre assez étonnant, tant par le propos que par son style d'écriture. Pour le lire, il vaut mieux prendre son temps, non pas parce que la lecture en est ardue ou à cause d'un jargon de spécialiste, bien au contraire ; le propos est clair et l'écriture agréable, mais comme chaque page comprend son lot de découvertes et de matière à réflexion, il vaut la peine de prendre le temps d'en profiter et d'en jouir.

Gérald Doré ne dissocie en rien son expérience de vie de ses connaissances et il nous partage l'une et les autres en un constant va-et-vient. Il assume entièrement son parcours de vie depuis sa courte excursion chez les jésuites, en passant par une première carrière d'organisateur communautaire et de sociologue, avant de devenir professeur universitaire en travail social. Après avoir pris ses distances avec la religion pendant plusieurs années, il entreprend des études de théologie au Séminaire uni de l'Université McGill pour finalement être consacré dans l'Église unie du Canada et y exercer son ministère de pasteur. Qu'il marie ainsi expérience et connaissance dans son propos n'a rien d'innocent ; grâce à la vérité et à l'authenticité du témoignage de son propre cheminement et de ses retournements (il emploie ici aisément la notion biblique de *metanoïa*), l'auteur nous invite à notre tour, sans pour autant s'offrir en exemple, à faire de même : à cheminer sans craindre de s'arrêter, de revenir et, quand il le

faut, de repartir dans une autre direction, une nouvelle orientation. Il nous propose, concrètement, de passer outre aux lourdeurs doctrinales et institutionnelles afin, ultimement, de renouer directement avec la voie spirituelle de Jésus le Nazaréen, pour vivre ici et maintenant le message de libération totale de Jésus.

Dans la première partie du livre, l'auteur s'applique à analyser finement les textes des évangiles synoptiques (Matthieu, Marc et Luc) pour retracer le parcours historique de Jésus. Il en fait successivement plusieurs portraits complémentaires : théologien de la libération – « Jésus fut et reste, avant la lettre, le premier-né de la famille des théologiens et théologiennes de la libération » (p. 63) ; prophète, martyr et puis libérateur multidimensionnel (psychocorporel, religieux, social, existentiel) toujours vivant.

Le parcours de Jésus ainsi exposé pourra donc servir de modèle de voie à suivre, s'adressant également aux Églises et aux communautés chrétiennes pour les enjoindre à devenir, elles aussi, des agentes de libération.

Gérald Doré nous partage son érudition avec générosité et simplicité, dans un souci de montrer le mieux possible que cette voie libératrice est beaucoup plus présente que l'on peut le croire dans les écrits de nos traditions chrétiennes communes. Il le fait par de nombreuses références aux évangiles, aux écrits de Paul, des Pères de l'Église et bien sûr des réformateurs tels Martin Luther et Thomas Müntzer, jusqu'aux théologiens contemporains comme Pierre Teilhard de Chardin, Paul Tillich, Jacques Ellul, Gustavo Gutiérrez, Frei Betto et son ami, le bibliste québécois Claude Lacaille. On retrouve aussi, avec plaisir et intérêt, de nombreuses citations d'André Gounelle, le préfacier, ami, mentor et superviseur de thèse de l'auteur, un des grands penseurs protestants du XX^e siècle.

Dans la dernière section, l'auteur nous entretient de ce qui est probablement le meilleur exemple de la mise en pratique de la voie chrétienne de libération : les communautés de base « À la marge de plusieurs des Églises-institutions d'aujourd'hui interagissent des libres-chrétiennes et des libres-chrétiens, individus et communautés, branchés en toute liberté d'esprit sur l'audacieux message libérateur de Jésus de Nazareth » (p. 248).

Les fidèles de toutes les Églises, tant du monde protestant que du monde



catholique, et tous ceux et celles qui voudraient connaître la voie de libération ouverte par Jésus trouveront autant de plaisir que de défis à lire ce livre.

David Fines

Pour la paix, brisons le silence !

ANDRÉ JACOB, AVEC LA PARTICIPATION DE PAUL CHAMBERLAND, MICHEL CIBOT ET TITO ALVARADO
Montréal, La Pleine Lune, 2019, 184 p.

Co-auteur du *Manifeste pour la paix* – présenté une première fois en 2018 par les Artistes pour la paix dont il est membre –, André Jacob dénonce dans ce nouvel ouvrage les fomenteurs de peur, de haine et de guerre ; tous ces rouages guerriers qui minent la vie, répondent à l'appel du profit, briment la paix. « Bâtir la paix permet de déplacer les pierres d'achoppement de l'ignorance et de la bêtise qui traînent sur les sentiers du désarroi, de l'impuissance et du cynisme », proposait le Manifeste. Dans *Pour la paix, brisons le silence !*, l'auteur s'affaire à déplacer cette pierre d'achoppement en empruntant les sentiers de la parole, en brisant le silence sur les obstacles à la paix et sur « les forces de la guerre ».

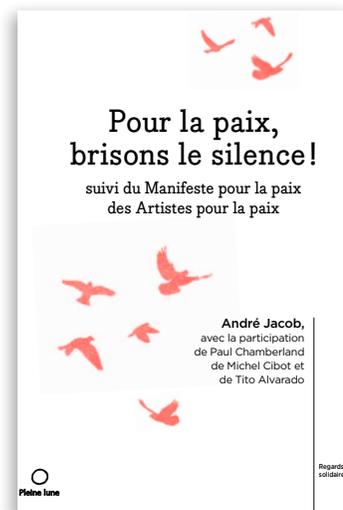
L'auteur expose d'abord les racines internationales, notamment onusiennes et québécoises, où plonge son engagement pour la paix. Il s'attarde particulièrement au *Refus global* publié en 1948. Il y reconnaît la pierre d'assise d'un appel à la responsabilité dans lequel il s'inscrit en tant que citoyen et artiste engagé. Pour lui, ce manifeste artistique a « pavé les sentiers pour la soif de liberté, de justice sociale, de paix et de développement durable ».

Un des fils conducteurs de l'ouvrage est la dénonciation du commerce des armes comme « facteur déterminant dans les grands jeux de la guerre et de la paix » et des opérations de construction de l'ennemi toujours nécessaires à ce négoce. L'auteur pose un regard historique et critique sur certains des conflits marquant notre monde depuis des décennies et y soulève la complexification des manifestations guerrières au fil du temps. Il s'affaire aussi à déconstruire les bases de la logique militaire et de la doctrine nucléaire en particulier, qui ont permis l'accroissement exponentiel des profits reliés au complexe militaro-industriel. La place du Canada dans ce commerce est mise en lumière et dénoncée.

Deux chapitres portent, de manière un peu plus didactique, sur la pratique de la non-violence et sur la culture de la paix. On reconnaît bien là le professeur de travail social que fut auparavant André Jacob, avec ses préoccupations pour « l'action non violente [qui] ne s'improvise pas, se vit, se réfléchit et s'organise ». La culture de la paix prend chez lui la forme d'une orientation fondamentale donnée aux rapports sociaux en vue de réduire les inégalités sociales et économiques, de promouvoir et de respecter les droits et libertés, de réaliser l'égalité entre les femmes et les hommes, de promouvoir la participation démocratique et l'éducation à la paix, et de développer la compréhension, la tolérance et la solidarité.

Avec la participation de Tito Alvarado, Paul Chamberland, Michel Cibot et Raoul Duguay, André Jacob propose ici un outil pour la pratique de la paix comme mode de vie. Un outil utile, plus que jamais.

Stéphanie Arsenault



Guy Rocher

Voir-Juger-Agir
Tome 1 (1924-1963)

PIERRE DUCHESNE
Montréal, Québec Amérique, 2019, 458 p.

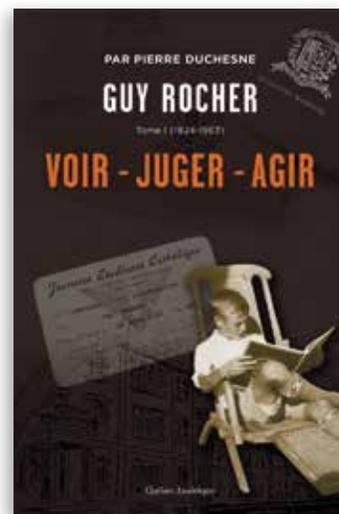
Journaliste et ex-ministre péquiste, Pierre Duchesne signe le premier tome de la biographie de Guy Rocher, l'une des figures emblématiques de la Révolution tranquille. Sociologue et haut-fonctionnaire, Guy Rocher a incontestablement marqué l'histoire du Québec au cours des dernières décennies, d'abord en tant que membre de la Commission Parent, ensuite en tant que corédacteur, avec Camille Laurin, de la Charte de la langue française (« loi 101 »). Le livre commence en traitant de la jeunesse catholique et militante de Guy Rocher : son enfance à Berthierville, la perte hâtive de son père et ses brillantes études classiques au Collège de l'Assomption. On y découvre un jeune homme pieux, studieux, mais aussi engagé, d'abord dans les causes nationalistes, puis au sein de la Jeunesse étudiante catholique (JEC). D'où le titre choisi pour coiffer cette biographie (*Voir-Juger-Agir*), renvoyant à la méthode d'analyse sociale développée par les mouvements d'Action catholique dont faisait partie la JEC.

L'auteur fait revivre ces espaces de sociabilité masculine et catholique qu'ont été les collèges classiques, un milieu au sein duquel Guy Rocher s'épanouit aux plans personnel, intellectuel et spirituel. Le biographe rend également justice aux ferments de l'engagement social impulsés par les

mouvements d'Action catholique. D'abord tenté par la vie religieuse (il sera novice chez les dominicains), puis par le droit et le journalisme, Rocher est élu président national de la JEC. Ses nouvelles responsabilités l'amènent à voyager en Europe, où il prend part à des congrès étudiants internationaux et entre en contact avec les personnalistes chrétiens et les catholiques progressistes de l'après-guerre.

De retour au pays, il poursuit son engagement au sein de la JEC, où il bénéficie de la protection de l'archevêque de Montréal, M^{gr} Joseph Charbonneau, dans un contexte de fronde des milieux nationalistes et conservateurs contre une JEC jugée trop indocile. C'est à cette époque qu'il fait la rencontre de son mentor et ami, le dominicain Georges-Henri Lévesque, qui avait fondé l'École des sciences sociales de l'Université Laval, en 1938. C'est là qu'il entame des études en sociologie. En 1949, en pleine grève de l'amiante, il prend fait et cause pour les grévistes, ce qui l'expose au courroux de Duplessis et à la vindicte du recteur de l'université, qui refuse qu'on offre un poste de professeur à ce trouble-fête. Rocher s'exile alors à Boston, où il fait un doctorat à l'Université Harvard. Le climat s'étant apaisé, on lui offre finalement un poste à l'Université Laval, jusqu'à ce qu'il fasse le saut à Montréal, où il mènera une brillante carrière.

Le livre, qui expose ce parcours fascinant de manière jusque-là brillante, se conclut sur le travail de Rocher au sein de la Commission Parent. Et c'est là, hélas!, que le bât blesse. Duchesne, qui cite volontiers les travaux novateurs de Michael Gauvreau, Martin E.-Meunier et Jean-Philippe Warren,



entre autres, nous ressert une grille de lecture surannée opposant des forces laïcistes avant-gardistes à des milieux cléricaux réactionnaires. C'est ainsi que Ghislaine Roquet – docteure en philosophie de la Sorbonne, cheville ouvrière de la Commission, porte-voix des revendications des religieuses et des religieux enseignants qui contestaient le monopole des clercs et du cours classique sur le système scolaire québécois, de même que les injustices sociales et sexistes qui y sévissaient – y est dépeinte comme une bigote crispée et retardataire. Rocher et son biographe sombrent même dans le sexisme, affublant celle-ci du quolibet euphémique de « la sœur »... C'est là faire injure à la mémoire de Ghislaine Roquet, que l'historienne Louise Bienvenue qualifie sans ambages de pédagogue avant-gardiste et de pionnière de la Révolution tranquille.

Frédéric Barriault

LE PRÉCURSEUR
VOTRE ACTUALITÉ MISSIONNAIRE DEPUIS 1920
PUBLIÉE PAR LES SŒURS MISSIONNAIRES DE L'IMMACULÉE-CONCEPTION

10\$ PAR AN
ABONNEMENT NUMÉRIQUE

www.pressemic.org